

GARDAREM LO MORAL !

Début juillet, au moins 7 personnes habitant à Vaour ont été convoquées à la gendarmerie de Cordes, presque toutes le même jour : « Où habitez-vous ? De quoi vivez-vous ? Combien gagnez-vous ? ». Photos de face et de profil, empreintes digitales. Pour certains la convocation a duré trois heures : « - donnez-nous votre numéro de compte bancaire ! – pourquoi faire ? – Si au tribunal, on vous donne une amende et que vous refusez de la payer... ».

Quel est donc ce coup de filet de la gendarmerie nationale ? A-t-elle déjoué *in extremis* un attentat au marché de Vaour ou sur la place du coq ? Des vaourais se seraient-ils « radicalisés » ? Nous vous proposons de revenir sur l'origine et la nature de ces événements.

Cela fait plusieurs mois que la préfecture porte une attention certaine à la vie de notre pays (contrôles routiers fréquents, survols d'hélicoptère de la gendarmerie, visites de gendarmes à la mairie et chez des particuliers, convocations à la gendarmerie). Et ce, surtout depuis que l'opposition au barrage de Sivens s'y exprime : grève de la faim de Gilles Olivet, lettre à Carcenac et Valax du conseil municipal de Vaour, transhumance de brebis vers le Testet, réunions régulières entre habitants des environs, soirée de soutien en novembre à la salle des fêtes, réunion publique en juin, etc.

A cette liste réjouissante d'initiatives, qui marquent une certaine indépendance, il a failli s'ajouter un autre rendez-vous : « Le printemps de Sivens » les 25 et 26 avril dernier. Dans le contexte du moment, il s'agissait pour les opposants au barrage de Sivens de se retrouver et de faire un point presque deux mois après l'expulsion de la ZAD. Rappelons que cette expulsion a été réalisée le vendredi 6 mars par 800 gardes mobiles suite à l'encerclement de la zone pendant une semaine organisé par des cadres de la FDSEA, des notables et des groupes d'extrêmes droites.

Fin mars début avril, des opposants au barrage prennent contact avec la mairie de Vaour et des habitants du coin pour proposer d'organiser le « printemps » à Vaour. Le 2 avril, le conseil municipal manifeste son hostilité à cet événement en refusant la mise à disposition de la salle des fêtes (pressions extérieures ? peur d'un débordement ? désaccord interne ?). Des militants toutefois annoncent négligemment le rendez-vous sur Internet. La télé s'en empare adroitement, l'événement est annoncé dans les brèves régionales de France3 le 6 ou 7 avril : affiche à l'appui et quelques images d'archives sur les affrontements entre opposants et gardes mobiles, pour agrémenter. Pagaille au village. Le 10 avril, un hélicoptère de la gendarmerie passe et repasse à basse altitude avec une caméra au dessus du bourg et dans la campagne environnante. Tandis que l'organisation concrète de l'événement apparaît très légère et très floue. Tous les ingrédients sont donc réunis pour le fiasco.

Le dimanche 12 avril, une réunion est proposée à la Chèvrerie pour décider si oui ou non le « printemps » aura lieu à Vaour. Le non l'emporte logiquement. Une belle occasion est ratée pour casser tous ces clichés : les opposants au barrage qui seraient des bobos et des étrangers, et les pro-barrages qui seraient des gens du coin. Des « pro-barrages » ne ratent d'ailleurs pas